

# **UNDT/2011/218, Massah**

## Décisions du TANU ou du TCNU

Le tribunal n'a trouvé aucune preuve d'exploitation sexuelle et d'abus telle que définie par le SGB. Le tribunal a considéré la définition de la pornographie et, en visualisation, les images ont conclu qu'elles étaient obscènes et de la pornographie hardcore. Compte tenu des admissions du demandeur et de la quantité de documents sur son ordinateur officiel, la facilité d'inconduite à cet égard a été bien fondée. La soumission du demandeur selon laquelle les preuves étaient le fruit de l'arbre du poison et, par conséquent, a été inadmissible, a été rejetée au motif que les preuves obtenues illégalement (un CD) ont simplement déclenché l'enquête mais n'ont pas trouvé l'accusation que le tribunal a révélé - celle d'une mauvaise utilisation des TIC Ressources. S'appuyant sur Jeffrey c. Black Le tribunal n'a pas considéré que le «déclencheur» obtenu illégalement a rendu les charges / procédures ultérieures défectueuses. Le tribunal a examiné si la sanction était proportionnée, à la lumière de la pratique publiée du Secrétaire général dans les cas disciplinaires. Le tribunal a estimé que le licenciement sommaire était beaucoup plus grave que la sanction imposée aux autres membres du personnel pour avoir de la pornographie sur leurs ordinateurs officiels. La sanction sévère a été imposée à tort dans toutes les chances en raison de l'élément d'exploitation sexuelle dans l'affaire. Cela n'ayant pas été prouvé devant le tribunal, la sanction ne pouvait être décrite que disproportionnée.

## Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le demandeur a contesté la décision de le rejeter sommairement pour l'exploitation sexuelle et les abus ainsi que pour les violations de ST / SGB / 2004/15 («Utilisation des ressources et des données de la technologie de la communication») Suite à la découverte d'un grand nombre d'images prétendument pornographiques Sur le disque dur de son ordinateur officiel. Il a été dit que le demandeur avait pris des photographies pornographiques de femmes locales dans son appartement et cela constituait une exploitation sexuelle. Le demandeur a admis avoir eu les images sur

son ordinateur mais a nié qu'ils étaient pornographiques et qu'il avait pris ceux qui seraient pornographiques.

## Principe(s) Juridique(s)

N / A

## Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

## Texte Supplémentaire du Résultat

Demande accordée. La succession du demandeur a attribué un salaire de base net de quatre mois plus les intérêts.

## Applicants/Appellants

Massah

## Entité

MINURSO

## Numéros d'Affaires

UNDT/NBI/2010/008/UNAT/1581

## Tribunal

TCNU

## Lieu du Greffe

Nairobi

## Date of Judgement

29 Déc 2011

## Duty Judge

Juge Boolell

## Language of Judgment

Anglais

## Type de Décision

Jugement

## Catégories/Sous-catégories

Questions disciplinaires / fautes professionnelles

Licenciement/séparation

Exploitation et abus sexuels

Licenciement (de nomination)

Renvoi sommaire

## Droit Applicable

Bulletins du Secrétaire général

- ST/CSG/2003/13
- ST/CSG/2004/15

## Jugements Connexes

2010-UNAT-022

2010-UNAT-040

2010-UNAT-087